

*Initiatives ministérielles*

diminutions apportées au service de VIA Rail sans qu'on propose d'autre solution; la réduction des transports aériens avec la suppression du service de DC-9 vers Timmins; les taux d'intérêt élevés qui accablent les petites entreprises; enfin le coup de grâce avec la taxe sur les produits et services.

Cette taxe injuste aura des conséquences brutales sur le transport du combustible et de l'essence. Puis-je faire remarquer que notre essence est importée du sud de l'Ontario, et que les habitants de ma circonscription payent 20 c. de plus par litre que ceux qui habitent dans le Sud.

Combien va-t-elle coûter après la TPS, et qui peut dire que les aliments ne vont pas coûter plus cher? Le prix des produits comestibles peut ne pas augmenter, mais la taxe imposée sur le transport de ces produits va effectivement faire monter leur coût. On peut argumenter que ce n'est pas une taxe sur la nourriture, mais en fin de compte le consommateur devra toujours payer davantage.

Les faits que j'ai énumérés sont absolument incroyables. Le gouvernement conservateur a perdu, sans aucun doute, le sens des réalités lorsqu'il essaie de réduire son déficit par cette méthode.

Je voudrais illustrer l'un des aspects de la situation lamentable des habitants du Nord. Un groupe de travail sur les avantages fiscaux pour les gens du Nord et des régions éloignées a été mandaté par le ministre des Finances, le 29 avril 1988, pour examiner les critères actuels servant à déterminer l'admissibilité des habitants des collectivités du Nord.

En ce qui concerne les circonscriptions du Nord, y compris la mienne, Cochrane—Supérieur, le groupe de travail a recommandé que seules les collectivités au-delà de 51 degrés de latitude Nord soient admissibles à l'avantage fiscal. Donc, si le rapport est mis en oeuvre tel quel, 37 collectivités de ma circonscription n'y auront plus droit et notre économie sera appauvrie et frustrée de 2,5 millions de dollars. Quelle injustice si cette recommandation vient à se concrétiser!

Le gouvernement ne devrait pas pénaliser les gens du Nord. Au contraire, nous devrions être indemnisés parce que nous vivons dans les régions éloignées du Nord. Le coût de la vie est plus élevé, le climat est rigoureux et il y a des frais de transport supplémentaires.

On estime que le gouvernement rembourse 200 millions de dollars chaque année au chapitre de cet avantage fiscal. Si les recommandations sont adoptées, le gouvernement n'aura à rembourser que 50 millions de dollars. En fait, le gouvernement fera de l'argent sur le dos des gens du Nord. Comme je l'ai déjà dit, cette perte d'avan-

tages ajoutée à la taxe sur les produits et services sera dévastatrice pour le nord de l'Ontario.

Permettez-moi de citer un extrait d'une lettre écrite en 1983 par le premier ministre, alors qu'il était chef de l'opposition. Cette lettre est adressée à un directeur d'école du nord du Québec et elle dit: «Pendant près de 30 ans, le Parti progressiste conservateur a été en faveur de ces stimulants fiscaux parce qu'ils encouragent les gens à s'établir dans le Nord et à exploiter les richesses qui profitent au reste de la nation.»

Pourquoi le premier ministre manque-t-il aujourd'hui à sa parole? Nous participons tout autant à l'édification et à la croissance de notre pays que n'importe quelle autre région urbaine du Canada. Le nord de l'Ontario recèle les quatre cinquièmes des ressources naturelles de la province. Il partage la plupart de ses richesses avec les autres Canadiens et les pays étrangers en leur fournissant les produits de ses entreprises forestières et minières d'une valeur inestimable.

Le logement est un autre service essentiel qui sera durement touché par la nouvelle taxe sur les produits et services. Lundi dernier, l'Association canadienne des constructeurs d'habitation diffusait des statistiques qui montraient que le prix d'un logement neuf ordinaire augmentera de 3 000 dollars, soit de 2 p. 100. Cela diffère grandement des estimations du ministère des Finances qui prévoyait une baisse de 500 dollars par logement. Et cela contraste également avec la position des Libéraux qui estiment que le logement est un besoin essentiel. Le gouvernement se rend-il compte combien nos jeunes Canadiens auront du mal à réaliser leur rêve de posséder une maison?

Ces dernières années, les Canadiens ont pu constater que le mouvement ouvrier et les grandes industries en étaient arrivés à une coexistence pacifique. Le Congrès du travail du Canada a récemment déclaré qu'il demanderait que les augmentations de salaires et les avantages soient supérieurs au taux d'inflation pour compenser la perte de revenu qu'entraînera la TPS. Le gouvernement ne devrait pas tenter de résorber son déficit au risque de provoquer des troubles et une certaine agitation ouvrière. Les travailleurs du Canada ne veulent pas être les boucs émissaires de la mauvaise gestion financière du gouvernement. Les travailleurs honnêtes n'oublieront pas de sitôt la TPS si elle devait réduire leur revenu net.

Les exploitants de petites entreprises n'oublieront pas la baisse de leurs profits attribuable à la diminution du pouvoir d'achat des consommateurs. En fait, si le gouvernement veut pousser le Canada vers la récession, il s'y prend bien en profitant de sa majorité pour imposer la